



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Convention passée en application de l'article 3 et son annexe 1 du Décret n° 2-22-431
du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

**CONVENTION N° CV 010/2026/CHUIRC
OBJET : ACHAT DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES
SPECIFIQUES (FONGIBLES D'OSTEOSYNTHESE) DESTINES
A L'HOPITAL IBN ROCHD DU CENTRE HOSPITALO-
UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA**



I- DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation a pour objet : **ACHAT DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES SPECIFIQUES (FONGIBLES D'OSTEOSYNTHESE) DESTINES A L'HOPITAL IBN ROCHD DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA.**

ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION

La présente consultation a pour objet la conclusion d'**une Convention**, et ce conformément aux dispositions du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics. Notamment son article 3 et son annexe 1.

ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT

La présente convention comporte : **19 lots.**

Chaque concurrent peut soumissionner pour un lot ou l'ensemble des lots conformément au bordereau des prix et détail estimatif.

II - INSTRUCTIONS AUX CONCURRENTS

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le présent dossier de la consultation comprend :

- Un exemplaire du règlement de la consultation ;
- Un exemplaire de la **Convention** ;
- Les documents annexes suivants :
 - Le modèle de la déclaration sur l'honneur
 - Le modèle de l'acte d'engagement
 - Le modèle du bordereau des prix – détail estimatif

Le concurrent devra examiner les instructions, conditions, spécifications et modèles contenus dans le dossier de la consultation. Il est responsable de la qualité des renseignements requis par les documents de la consultation et de la préparation d'une offre conforme à tous égards, aux exigences du dossier de la consultation. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le concurrent. Toute inexactitude dans les informations données, entraîne automatiquement le rejet de l'offre correspondante, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 138 du décret précité, en cas d'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le Maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier de la consultation sans changer l'objet de la convention. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

ARTICLE 6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

La présente consultation est destinée aux sociétés qui disposent des moyens humains, financiers, matériels et qui démontrent une expérience confirmée dans le domaine citées en objet.



6.1 - Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises,
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles, ou à défaut de règlement, constitués des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement,
- sont affiliées à la C.N.S.S. et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.

6.2 - Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- les personnes en liquidation judiciaire,
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 138 du décret précité.

ARTICLE 7 : PRESENTATION DE DOCUMENTATION.

Le dépôt de la documentation technique pour chaque article de chaque lot, accompagnée du C.E.D.M valide à la date de dépôt est obligatoire.

La documentation exigée doit être :

1. Numérotée, cachetée et portant le numéro de la convention, N° de lot et de l'item correspondant exigés par le dossier d'appel d'offres.
2. Rédigée en langue française ou autres langues avec traduction obligatoire en langue française.
3. Déposée à la Direction Générale (Service d'Approvisionnement de la Pharmacie), sis à 8, Rue Lahcen El Arjoun – Casablanca, le **18/06/2026** **avant 14 heures** (date et heure limite pour le dépôt).

ARTICLE 8 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET QUALITES

Chaque concurrent doit fournir les pièces justifiant ses capacités et qualités à savoir :

8.1 - Un dossier administratif comprend :

- Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique comportant les indications précisées au § 1-A de l'article 26 du décret précité, établie conformément au modèle ci-joint. En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.

- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon les cas :

- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale.
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

- Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation



fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

- Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la C.N.S.S. certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret précité.
- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
- **La Convention** signée à la dernière page avec la mention manuscrite "Lu et accepté" et paraphé sur toutes les pages.

8.2 - Un dossier technique comprend :

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

N.B :

Toutes les pièces justificatives exigées par le dossier de la consultation fournies par le concurrent doivent être présentées en exemplaires originaux, ou à défaut en copies certifiées conformes aux originaux (attestation fiscale, attestation d'affiliation à la CNSS, pièces justifiant les pouvoirs conférés, CEDM...).

ARTICLE 9 : OFFRE FINANCIERE DU CONCURRENT

L'offre financière du concurrent doit comporter :

- L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet de la convention conformément aux conditions prévues dans la convention et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi conformément au modèle ci-joint.

Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB) doit être signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

- Le bordereau des prix -détail estimatif (B.P.D.E) établis conformément au modèle figurant dans le dossier de la consultation.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres **avec deux chiffres après la virgule.**

ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par télécopie confirmée ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant la consultation ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins 6 jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

11.1 - Contenu des dossiers des concurrents

Les dossiers présentés par les concurrents doivent porter :



- Un dossier administratif (cf. article 8 § 1 ci-dessus).
- Un dossier technique (cf. article 8 § 2 ci-dessus).
- Une offre financière (cf. article 9 ci-dessus).

11.2 - Présentation des dossiers des concurrents

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- le nom et l'adresse du concurrent,
- le numéro de la convention,
- l'objet de la convention,
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis,
- l'avertissement que **"Le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission de la consultation lors de la séance d'ouverture des plis"**.

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

- La première enveloppe contient le dossier administratif, le dossier technique et **la Convention** signée à la dernière page avec la mention manuscrite "Lu et accepté" et paraphé sur toutes les pages. Cette enveloppe doit être cachetée et porte de façon apparente, la mention **"Dossiers Administratif, Technique et la convention "**.
- La deuxième enveloppe contient l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porte de façon apparente la mention **"Offre Financière"**.

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés contre récépissé au secrétariat général de la Direction du CHUIR. sise à 8, Rue Lahcen El Arjoun Casablanca 20100 ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau d'ordre de la Direction du CHUIR ;
- soit les remettre au président de la commission au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

- Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture.

ARTICLE 13 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toutes les correspondances et tous les documents concernant l'offre, échangés entre le concurrent et le maître d'ouvrage, dans le cadre de la présente consultation, seront rédigés en langue française.

ARTICLE 14 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les prix de l'offre seront libellés en dirhams.

ARTICLE 15 : DELAI DE LA RECEPTION DES PLIS

Le délai pour la réception des plis expire le **19/06/2026** à **10** heures, date et



III - OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN DES OFFRES

ARTICLE 16 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EXAMEN DES OFFRES

La procédure d'ouverture des plis et d'examen des offres des concurrents se déroulera à huit clos en présence des membres de la commission désigné à cet effet.

ARTICLE 17 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

La commission de la consultation apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers.

IV -EVALUATION ET ATTRIBUTION

ARTICLE 18 : CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Après examen des dossiers administratifs, techniques et documentations techniques, il sera procédé à l'évaluation des offres financières des concurrents sur la base de l'offre jugée la plus intéressante pour chaque lot.

L'attributaire est celui dont l'offre financière est la plus avantageuse.

ARTICLE 19 : CONSULTATION DES CONCURRENTS

Avant d'émettre son avis, la commission de la consultation peut obtenir des concurrents tout éclaircissement sur leurs offres. Ces éclaircissements, à fournir par écrit, doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans les offres.

ARTICLE 20 : PROCES VERBAL DE LA SEANCE D'OUVERTURE DES OFFRES

La commission de la consultation dresse séance tenante le procès-verbal pour chacune de ses réunions. Ce procès verbal ne peut être ni rendu public ni communiqué aux concurrents.

Ce procès est signé, séance tenante, par le président et par les membres de la commission.

ETABLIE PAR : 

VERIFIEE PAR : 



CONVENTION N° CV 010/2026/CHUIRC

**ACHAT DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES SPECIFIQUES
(FONGIBLES D'OSTEOSYNTHESE) DESTINES A L'HOPITAL IBN
ROCHD DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE
CASABLANCA**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD


Le Directeur
Pr. My Hicham AFIF

Casablanca, le 19 MAI 2026